

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 Annecy

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PAPETERIES DU LEMAN S.A.

BP 43

74200 Thonon-les-Bains

Références : [20230320-RAP-InspProdChimPDL-georisques](#)

Code AIOT : 0006104664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2023 dans l'établissement PAPETERIES DU LEMAN S.A. implanté 1080 rue des vignes rouges, 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion et à l'emploi de produits chimiques dans les installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU LEMAN S.A.
- 1080 rue des vignes rouges, 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.

L'usine emploie 240 personnes.

Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place;
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres);
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Capacités de rétention des produits chimiques / magasin Acides forts et bases fortes	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II	Mise en demeure, respect de prescription	immédiatement
5	Capacité de rétention des produits chimiques / magasin chauffé	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.7	Sans objet
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, plusieurs non-conformités ont été constatées.

Trois non-conformités conduisent l'inspection à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter:

immédiatement:

- l'article 4.7.I de l'arrêté du 10 septembre 2020 concernant les capacités de rétention dans le magasin spécifique aux acides et bases fortes, à savoir de mettre les palettes de 16 bidons

de 20 litres d'acide chlorhydrique 33% sur des rétentions de capacité adaptée;

Sous 3 mois:

- l'article 4.7.I de l'arrêté du 10 septembre 2020 concernant les capacités de rétention et l'incompatibilité entre produits du magasin chauffé de produits chimiques.

Concernant les autres non-conformités, l'inspection propose au préfet une lettre de suite préfectoral et demande à l'exploitant de conduire les actions suivantes:

Sous 3 mois:

- justifier que les rétentions enterrées du site sont étanches.

Par ailleurs, à titre d'observations, l'inspection demande à l'exploitant:

- de mettre à jour le plan ETARE, concernant la liste des produits chimiques détenus;
- de vérifier que le FLOQUAT FL 3150 et le FLOPAM EM 440 MEB ne sont pas des produits dangereux. Dans le cas contraire, il est nécessaire de modifier l'étiquetage.
- d'obtenir une version à jour de la FDS de l'extrait de javel 47/55° (postérieure au 1er janvier 2021), et d'une manière générale, d'interroger ses fournisseurs pour s'assurer qu'il dispose de toutes les versions à jour des FDS des produits qu'il utilise.
- de mener une réflexion sur l'amélioration du dispositif d'obturation des eaux pluviales de la zone de chargement/déchargement présente devant le magasin chauffé, qui semble peu adapté pour une mise en oeuvre systématique, nécessaire à la conformité de la zone.
- de réparer la bordure de muret cassée entre la zone stockage de produits chimiques et le réseau des eaux pluviales, dans le magasin chauffé au niveau du décroché du bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Gestion des produits L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La présence dans l'installation de substances et mélanges dangereux et de produits combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks et du plan ETARE sur lequel on trouve un registre indiquant la nature et la quantité maximum des produits dangereux détenus et leur localisation sur le site. Sur ce plan, on trouve encore le chlore et l'oxystrong, alors qu'ils ne sont plus présents sur le site. La dernière mise à jour du plan ETARE date du 4 mars 2021. La précédente mise à jour a eu lieu le 4 mars 2019.
Observations : Le plan mérite d'être mis à jour, concernant la liste des produits chimiques détenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le FLOQUAT FL 3150 stocké en bidon et le FLOPAM EM 440 MEB stocké en GRV dans le magasin de produits chimiques chauffés, ne disposaient pas d'une étiquette conforme au règlement CLP. Cette étiquette est obligatoire pour les produits dangereux. L'inspection n'a pas vérifié avec l'exploitant s'il s'agit de produits dangereux. Le reste des contenants contrôlés comportait un étiquetage conforme à la réglementation en vigueur.
Observations : L'exploitant vérifie que le FLOQUAT FL 3150 et le FLOPAM EM 440 MEB ne sont pas des produits dangereux. Dans le cas contraire, il est nécessaire de modifier l'étiquetage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Les FDS sont mises à disposition sur l'intranet du site, accessible depuis tous les ordinateurs. Elles sont accessibles par nom. L'exploitant rédige des fiches de données de sécurité simplifiées (FDSS), disponibles également sur l'intranet, et affichées à côté de la zone d'utilisation. Ces FDSS tiennent sur un A4. Elles précisent les caractéristiques du produit, les risques, les mesures de prévention individuelles et collective à respecter, et les consignes en cas d'accident et de déversement accidentel. Sur la base de la liste des produits dangereux transmise par l'exploitant, l'inspection a demandé à consulter la FDS de 4 produits: <ul style="list-style-type: none">• le chlore: ce produit n'est plus utilisé sur le site. Une FDS de 2013 est toujours présente sur l'intranet;• l'oxystrong: de même ce produit n'est plus utilisé sur le site. Une FDS de 2011 est toujours présente sur l'intranet;• le NALCO 74700: la FDS date du 20/06/2022 et la FDSS du 22/12/2022;• l'extrait de javel 47/55°: la FDS date du 3/02/2020 et la FDSS du 16/03/22. L'exploitant indique avoir mis en place un système dont la périodicité est de 2 ans pour vérifier la mise à jour des FDS auprès des fournisseurs.
Observations : L'exploitant doit obtenir une version à jour de la FDS de l'extrait de javel 47/55° (postérieure au 1er janvier 2021), qui corresponde au dernier règlement applicable à date. En effet, l'annexe II du règlement n°1907/2006 "REACH" a été modifié par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données sécurité (FDS). Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. D'une manière générale, l'exploitant doit interroger ses fournisseurs pour s'assurer qu'il dispose de toutes les versions à jour des FDS des produits qu'il utilise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques / magasin Acides forts et bases fortes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'une instruction relative à la réglementation sur les rétentions (capacité, choix de la matière, solidité, incompatibilités,...) en date du 24/09/2020 qui rappelle les règles applicables pour déterminer la capacité des rétentions. Ces règles sont conformes à la réglementation.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté dans le magasin spécifique aux acides et bases fortes:</p> <ul style="list-style-type: none">• la présence d'une palette de 16 bidons de 20 litres d'acide chlorhydrique 33% disposé sur une rétention de 36 litres (en charge). Selon l'article 4.7 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020, une rétention de 800 litres est nécessaire.• la présence de 4 palettes de 16 bidons de 20 litres d'acide chlorhydrique 33% disposées chacune sur des rétentions de 1200 litres jaunes, qui ne sont pas suffisamment larges par rapport à la palette pour récupérer le produit en cas de perte de confinement. <p>L'exploitant doit remédier à ces 2 non-conformités immédiatement. L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter immédiatement l'article 4.7.I de l'arrêté du 10 septembre 2020 concernant les capacités de rétention.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : immédiatement

N° 5 : Capacité de rétention des produits chimiques / magasin chauffé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Constats : Le magasin chauffé de produits chimiques est équipé de 3 rétentions enterrées, respectivement de 30, 15 et 20 m³. Sur la rétention de 30 m³, il est stocké exclusivement des IBC, la capacité maximale pouvant être stockée est donc de 60 IBC (puisque la capacité unitaire des récipients est supérieure à 250 litres). Le jour de l'inspection, il est stocké plus de 60 IBC sur cette rétention.</p> <p>Pour ce magasin, l'exploitant doit calculer la capacité maximale pouvant être stockée pour chacune des 3 rétentions en fonction de la capacité des récipients et faire en sorte que cette capacité maximale de stockage ne soit pas dépassée.</p> <p>Par ailleurs dans ce magasin, l'exploitant n'est pas en mesure de montrer que les incompatibilités entre produits sont respectées. L'exploitant indique que l'incompatibilité entre produits au niveau de chacune des rétentions n'est pas suffisamment gérée.</p>

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 4.7.I de l'arrêté du 10 septembre 2020 concernant les capacités de rétention et l'incompatibilité entre produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage [...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. [...]</p> <p>II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. [...]</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant et celles-ci sont éliminées dans les conditions définies à l'article 5.8 du présent arrêté.</p> <p>Constats : Le site dispose de 2 types de rétention: mobiles et enterrées (maçonnées). Il compte:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 rétentions enterrées dans le magasin chauffé + une devant le magasin chauffé (zone de chargement/déchargement); • une rétention enterrée dans la zone de dépotage de la machine 6; • 2 rétentions enterrées reliées dans la zone de stockage des peroxydes; • 2 rétentions enterrées sous le préau du local déchets dangereux; • une rétention enterrée dans la zone de récupération des huiles/déchets dangereux. <p>Il est à noter qu'il existe 3 zones de chargement/déchargement qui disposent d'un système d'obturation des eaux pluviales.</p> <p>Une visite de prévention mensuelle est demandée par l'assureur sur la thématique incendie. L'exploitant a ajouté le sujet des produits chimiques à la liste de points à vérifier.</p>

Il vérifie:

- que tous les produits chimiques sont sur rétention;
- la présence d'une FDSS à proximité;
- que tous les produits chimiques sont étiquetés;
- que tous les contenants de produits chimiques sont fermés ;
- que les rétentions sont vides;
- l'absence de fuites.

Ces vérifications relatives aux produits chimiques sont réalisées par secteur tous les 3 mois. Elles ne prévoient pas la vérification de l'étanchéité des rétentions enterrées.

L'exploitant doit justifier à l'inspection sous 3 mois que les rétentions enterrées du site sont étanches.

Lors de la visite, des GRV tout juste livrés étaient présents devant le magasin chauffé. Cette zone est étanche et sur rétention. Cependant, les regards d'eaux pluviales présents au milieu de la rétention n'avaient pas été obturés.

Lors de la visite, cette zone de stockage GRV n'était donc pas équipée d'une rétention étanche.

La clef pour obturer les regards d'eaux pluviales est bien présente, cependant l'exploitant indique qu'elle est difficile à manoeuvrer. Une vanne pneumatique, comme sur la zone de dépotage des camions citernes, serait plus facile à mettre en oeuvre.

L'inspection rappelle que les regards d'eaux pluviales doivent être obturés systématiquement avant livraison pour que le stockage soit conforme. Il appartient à l'exploitant d'y veiller.

Observations :

Le dispositif d'obturation des eaux pluviales semble peu adapté pour une mise en oeuvre systématique, nécessaire à la conformité de la zone de chargement/déchargement devant le magasin chauffé. Une réflexion pour son amélioration est souhaitable.

Lors de la visite, il a été constaté au centre du magasin chauffé au niveau du décroché du bâtiment, une bordure de muret cassée entre la zone stockage de produits chimiques et le réseau des eaux pluviales. Ce muret doit être repris.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les constats réalisés sur le sujet de la gestion des incompatibilités entre produits chimiques sont déjà évoqués au point de contrôle n°5 "capacité de rétention des produits chimiques / magasin chauffé". L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 4.7.I de l'arrêté du 10 septembre 2020 concernant les capacités de rétention et l'incompatibilité entre produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois